

Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

AU PARLEMENT

Les séances de la Chambre présentent de l'animation puisque nos honorables s'adressent des injures avec une désinvolture qu'enverraient bien des charretiers, mais elles se suivent pour se ressembler terriblement. On valide avec entrain ; puis, tout d'un coup, un grain de sable arrête la machine à valider.

Voici un orateur à la tribune ; il constate que l'élection est viciée. Ses adversaires politiques lui répondent : « Et la vôtre ! » quelque même ; « Et vous ! » ce qui est charmant d'amabilité. On vote et l'enquête est adoptée ou refusée.

Les réactionnaires prétendent qu'une liste a été dressée d'avance, ce qui est absurde. La seule chose exacte, c'est que les républicains se désintéressent par trop de la vérification des pouvoirs. Ils n'assistent presque jamais aux séances des bureaux et, malgré la grosse majorité républicaine que l'on trouve dans tous ceux-ci, sur les quatre Commissions d'enquête nommées mardi dernier deux sont composées en majorité de réactionnaires. Cela n'empêchera pas ces bons droitiers de crier au sectarisme et au parti-pris.

Les séances du Sénat sont autrement intéressantes que celles du Palais-Bourbon. La discussion de la loi sur le recrutement se poursuit avec activité. Les crateurs de la droite sont venus exposer les idées qui leur sont chères avec une éloquence que l'on se plaît à reconnaître ; malheureusement pour eux, ils dépassent le but qu'ils poursuivent et, en voulant défendre le service de trois ans, ils défendent les vieilles armées de métier, le service de sept ans et tout le favoritisme qu'il entraînait avec lui. Cela seul suffit pour récuser leurs opinions.

Le général André s'est prononcé en faveur de la réforme. Il estime, avec juste raison, que la question de la discipline n'est pas en jeu et que le soldat sera tout aussi entraîné, tout aussi solide après deux ans qu'après trois. Quant à la question du chiffre des effectifs, elle est depuis longtemps résolue. Son discours a produit une grande impression sur le Sénat et on peut espérer que la Haute Assemblée pourra discuter la question sans avoir à subir les lenteurs que causent les manœuvres d'obstruction.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 26 juin 1902

M. Léon Bourgeois préside.
La Chambre passe à la discussion d'un projet relatif à des régularisations de crédits et à l'ouverture de divers crédits extraordinaires.
M. Reille prend la parole ; il critique vivement la situation des finances du pays, reproche à M. Caillaux d'avoir caché l'état de nos finances et dit-il, espère en M. Rouvier ; malgré tout, il s'oppose à l'impôt sur le revenu.
M. Rouvier répond à M. Reille. Le ministre dit que sans doute la situation financière doit être améliorée, car les dépenses ont beaucoup trop augmenté.
M. Rouvier préconise les réformes, mais il invite la Chambre à procéder à des économies.

M. Jaurès dit qu'il faut réduire les dépenses militaires trop considérables.

Le projet relatif aux crédits est voté.
La Chambre passe ensuite à la vérification des pouvoirs.

Il s'agit de l'élection de M. Berthoulat, élu à Corbeil (Seine-et-Oise), dont M. Hubbard demande l'invalidation.

Mais par 299 voix contre 230, l'élection est validée.

Séance du 27 juin 1902

M. Léon Bourgeois préside.
M. Mirman interpelle le gouvernement au sujet de l'affaire Humbert.

Il demande si la justice est décidée à s'occuper de cette escroquerie.

M. Mirman dit que M. Vallé avait écrit à M. Caillaux pour lui demander un renseignement relatif aux droits de mutation à toucher par l'Etat dans ce fameux héritage ; M. Caillaux n'a pas répondu à la lettre de M. Vallé qui fut trouvée plus tard entre les mains de M. du Buit, l'avocat de la famille Humbert.

M. Mirman déplore qu'on ait donné le temps aux Humbert de régler leurs affaires et de fuir ; on eût dû les arrêter.

Il demande compte au garde des sceaux de l'inaction de la justice vis à vis des escrocs.

M. Binder interpelle à son tour ; mais son interpellation ne vise que les sanctions que comportent les agissements du procureur général Bulot.

M. Constans, de l'Allier, parle ensuite au nom des socialistes révolutionnaires.

M. Syveton parle à son tour pour justifier l'affiche électorale des nationalistes, dans laquelle le gouvernement était traité de complice des Humbert.

M. Vallé, ministre de la justice donne de franches déclarations sur cette affaire et parle notamment du rôle du procureur M. Bulot qui quoiqu'on en ait dit ne s'est compromis en rien avec les escrocs.

M. Vallé dit qu'il a l'espoir que la femme Humbert sera arrêtée avant peu.

Un ordre du jour de confiance présenté par M. Maujan est voté par 413 voix contre 74.

Sénat

Séance du 26 juin 1902

M. Fallières préside.
Le Sénat continue la discussion du projet de loi militaire de deux ans.

M. le général André a la parole pour une rectification au compte rendu officiel de la dernière séance du Sénat où il a pris la parole au sujet du service de deux ans.

Le général Mercier attaque le projet Rolland et critique le discours du général André.

Le général Mercier dit que le service de deux ans réduirait l'effectif de 50,000 hommes.

Il voudrait que le conseil supérieur de la guerre fut consulté sur la réforme militaire.

La discussion générale est close, le Sénat aborde la discussion des contre-projets.

M. de Freycinet soutient le projet de réduction à deux ans, qui donnera de bons résultats ; et il se déclare opposé au service d'un an que M. de Tréveneuc soutient.

M. de Freycinet termine en demandant le vote du projet que le pays réclame.

La suite de la discussion est renvoyée au lendemain.

Et la séance est levée.

Séance du 27 juin 1902

M. Fallières préside.
Le Sénat vote le projet relatif aux crédits sur l'exercice de 1901.

Puis on revient à la discussion de la réduction à 2 ans du service militaire.

Le général Billot prend la parole.

Il combat la réduction du service à 2 ans qui ne peut conduire, dit-il qu'à des mécomptes et à des désastres ; cette réduction amènera fatalement à la défaite, ajoute-t-il au milieu des protestations indignées de tous les républicains et de tous les patriotes.

Il adjure le Sénat de repousser le projet Rolland.

M. Prévot combat également le projet et dépose une motion tendant à suspendre le débat jusqu'à ce que l'avis du conseil supérieur de l'armée ait été communiqué à la commission de l'armée.

Cette motion est rejetée par 149 voix contre 118. Et la séance est levée.

INFORMATIONS

Conseil des ministres

Les ministres se sont réunis vendredi matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Loubet.

Le président du conseil a soumis à la signature du président de la République un décret ordonnant la fermeture immédiate de tous les établissements congréganistes qui ont été ouverts postérieurement à la promulgation de la loi relative au contrat d'association sans avoir demandé l'autorisation. Ces établissements qui sont au nombre d'environ cent trente, sont répartis dans quarante-cinq ou quarante-sept départements. Le président du conseil va dès aujourd'hui envoyer aux préfets des instructions pour assurer l'exécution du décret signé hier matin par le chef de l'Etat.

Le ministre des colonies a fait ensuite au conseil un exposé très complet de la situation administrative, financière et économique de l'Indo-Chine.

Dans sa prochaine réunion, le conseil des ministres s'occupera du choix du nouveau gouverneur général de l'Indo-Chine.

La loi sur les Associations

Les ministres réunis jeudi matin en Conseil de cabinet au ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. Combes, se sont entretenus des difficultés que soulève l'application de la loi sur les Associations, difficultés provenant des interprétations contradictoires données à certains articles de cette loi par divers tribunaux.

La Cour de cassation a été saisie par le ministère public de pourvois contre plusieurs décisions judiciaires.

Le Conseil désirent que la jurisprudence soit définitivement établie avant l'examen par la Chambre des demandes d'autorisation présentées par les congrégations religieuses, a chargé le garde des sceaux d'intervenir auprès de la Cour de cassation pour qu'elle statue sur les points litigieux avant les vacances judiciaires.

La loi Falloux

Deux bureaux du Sénat étaient convoqués jeudi pour élire des membres de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi Bérard sur l'abrogation de la loi Falloux. Il s'agissait de remplacer dans la Commission MM. Combes et Vallé, qui ont donné leur démission par suite de leur nomination comme ministres. Dans l'un des bureaux, c'est M. Bérenger, adversaire de la proposition Bérard, qui a été élu en remplacement de M. Vallé. Dans l'autre, c'est M. Joseph Fabre qui a été élu en remplacement de M. Combes. Ces deux élections ne déplacent pas, d'ailleurs, la majorité de la Commission favorable à la proposition Bérard.

Parti radical et radical socialiste

Le comité exécutif du parti républicain radical et radical socialiste s'est réuni, vendredi, de cinq heures à sept heures et demie, 62, rue Tiquetonne, sous la présidence de M. Beauquier, député.

De nombreuses demandes d'adhésion au congrès qui doit se réunir à Lyon les 9, 10, 11 et 12 octobre prochain, ont été communiquées.

Le rapport de M. Bonnet sur le règlement du congrès a été adopté.

Le comité exécutif a chargé plusieurs de ses membres de se rendre auprès de M. le président du conseil pour l'entretenir du mouvement administratif en préparation.

Le comité exécutif a prié M. Beauquier, président de la séance, d'écrire aux présidents des trois groupes de la Chambre : Union démocratique, Gauche radicale et Gauche radicale socialiste, pour appeler leur attention sur la nécessité de s'opposer dans les bureaux aux manœuvres de la réaction et d'engager de nouveau les députés républicains à être assidus aux réunions.

Les contributions directes

M. Paul Bernard proposera, lors de la discussion des quatre contributions directes, qu'à partir du 1^{er} janvier 1902, chaque avertissement délivré aux contribuables pour le recouvrement des quatre contributions directes, en exécution des articles 50 et 51 de la loi du 15 mai 1818, énonce :

1° La part de contribution revenant à l'Etat ;
2° La part de contribution revenant au département ;
3° La part de contribution revenant à la commune.

Nouveaux Programmes d'Enseignement

On prépare au ministère de l'Instruction publique des circulaires relatives à l'application des nouveaux programmes dès la rentrée prochaine. Ces circulaires de nature à éclairer les familles sur la direction qu'elles pourront donner aux études des enfants, ne seront prêtes que dans une douzaine de jours.

Les informations qui ont été publiées à cet égard dans certains journaux, sont prématurées et inexactes. Ajoutons que c'est une Commission composée de membres de l'enseignement et de divers fonctionnaires du ministère de l'Instruction publique qui est chargée de déterminer les mesures transitoires qu'il y aura lieu, dès la rentrée prochaine, d'appliquer aux élèves ayant commencé leurs classes suivant l'ancien plan d'études.

Ce n'est que lorsque cette Commission aura fixé les conditions dans lesquelles il y a lieu de mettre en pratique les nouveaux programmes, que le ministre élaborera les circulaires destinées à éclairer les familles sur la direction à donner, par elles, aux études de leurs enfants.

La solde des lieutenants

On annonce la publication d'un nouveau tarif de solde des lieutenants et assimilés. La nouvelle solde est due aux lieutenants et au personnel des grades correspondants qui ont neuf ans de grade d'officiers ; les lieutenants et assimilés n'ayant pas neuf ans de grade d'officiers continueront à toucher la solde actuelle.

Le ministre donne ordre de faire le rappel sans retard, à partir du 1^{er} avril 1902. Le nouveau tarif fixe la solde mensuelle nette à 249 francs, le temps passé en non-activité pour infirmités temporaires, compte pour le droit à la solde. Les officiers d'administration et les contrôleurs d'arme en sont exclus jusqu'à ce que leur situation soit réglée. La solde de non-activité pour infirmités temporaires est de 156 francs ; pour retrait ou suppression d'emploi de 105 francs.

Les bataillons d'Afrique

Une proposition de loi tendant à la réorganisation des corps disciplinaires et des établissements pénitentiaires de l'armée, vient d'être présentée à la Chambre par M. Pierre Richard, député de la Seine.

D'après cette proposition, tous les services pénitentiaires de l'armée seraient placés sous

